

T76E65
E88
2002/03
QL
P. gouv.

ÉTUDE DES CRÉDITS

2002-2003

**Demande de renseignements
de l'Opposition officielle**



ÉTUDE DES CRÉDITS

2002-2003

Demande de renseignements généraux



COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES QUESTIONS

	PAGE
1. Organigramme du ministère ou de l'organisme en indiquant pour chaque poste le nom, le titre du titulaire ainsi que le numéro de téléphone.....	1
2. Liste de toutes les publications du ministère ou de l'organisme (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles).....	3
<ul style="list-style-type: none"> - tirage; - coût; - distribution; - imprimeur. 	
3. Liste des voyages hors Québec depuis le 1 ^{er} avril 2001.....	6
<ul style="list-style-type: none"> - endroits et dates du départ et du retour; - but du voyage; - personnes rencontrées; - coût; - noms des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre); - pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés; - bilan et résultat des rencontres. 	
4. Liste des dépenses en publicité (incluant sur Internet) et des articles promotionnels.....	7
<ul style="list-style-type: none"> - les sommes dépensées pour l'exercice financier 2001-2002 et les prévisions pour 2002-2003; - la ventilation des dépenses par types de médias; - les noms des fournisseurs; - le but visé par chaque dépense. 	
5. Liste des sondages et groupes de discussions effectués durant l'exercice financier 2001-2002 à la demande des ministères, organismes, sociétés, régies et commissions qui s'y rattachent.....	10
<ul style="list-style-type: none"> - liste et coût; - copie des soumissions; - copie du questionnaire et du résultat; - firme ayant obtenu le contrat. 	
6. Liste des études commandées à l'extérieur ou à l'intérieur durant l'exercice financier 2001-2002 à la demande du ministère ou de l'organisme.....	11
<ul style="list-style-type: none"> - liste et coût; - copie des soumissions; - copie des études; - firme ou individu ayant obtenu le mandat. 	

7. Liste des contrats, quel que soit le montant, attribués en 2001-2002 spécifiquement à des professionnels ou à des firmes de communication, de recherche ou de relations publiques en indiquant 12
- le nom du professionnel ou de la firme;
 - le mandat et le résultat du contrat (rapport ou document final);
 - la durée du contrat;
 - le coût du contrat;
 - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
8. Liste des contrats de moins de 25 000 dollars octroyés par le ministère ou l'organisme en 2001-2002 en indiquant..... 13
- le nom du professionnel ou de la firme;
 - le mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - le coût;
 - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.....
9. Liste détaillée de tous les contrats qui, depuis le 1^{er} avril 2001, ont fait l'objet d'un versement supplémentaire par rapport au montant initial, le montant du surplus versé, le montant du contrat initial, les raisons du dépassement et le nom de l'entreprise qui a réalisé le contrat..... 17
10. Le montant, pour l'année 2001-2002, de chacune des dépenses suivantes..... 18
- la photocopie;
 - la télécopie (fax), si identifiable à même les coûts reliés à la téléphonie;
 - la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation;
 - les téléavertisseurs;
 - le mobilier de bureau;
 - les fournitures, tels agendas, valises, dictionnaires, calculatrices, stylos ou crayons, boîtes de carton (en identifiant les coûts pour chaque item);
 - les distributeurs d'eau de source;
 - le remboursement des frais de transport;
 - le remboursement des frais d'hébergement;
 - le remboursement des frais de repas;
 - le ressourcement ou préparation à la retraite;
 - l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
a) au Québec; b) à l'extérieur du Québec.
11. La liste de tous les véhicules utilisés en indiquant pour chacun 19
- la marque et le modèle du véhicule;
 - le coût d'acquisition ou de location et l'année de la transaction;
 - les coûts d'entretien des véhicules (réparation);
 - les coûts d'utilisation des véhicules (essence, assurances, immatriculation);
 - les appels d'offres faits en 2001-2002 et les prévisions pour 2002-2003;
 - spécifier la source de financement : fonds des équipements roulants ou autres.

12. Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles (de chaque ministère et pour chacun des organismes relevant de sa compétence) pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) pour 2001-2002 ainsi que les prévisions pour 2002-2003. Pour chaque catégorie, indiquer le pourcentage par rapport à l'effectif total du ministère ou de l'organisme. 20
13. Combien de personnes ont bénéficié du programme de départ volontaire et ont été rappelées pour chaque ministère ou organisme. 21
14. À chacun des mois de l'exercice budgétaire 2001-2002, pour chaque ministère et organisme, et ce, par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)..... 22
- nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
 - nombre total d'heures de travail supplémentaires réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
 - nombre total de jours de vacances pris par le personnel.
15. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour chacun des exercices budgétaires depuis 2000-2001..... 23
- Évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
 - évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
 - nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
 - nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
 - niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
 - nombre de personnes (occasionnels, temporaires et contractuels) en indiquant la proportion de ceux qui le sont depuis 5 ans.
16. La liste des baux pour les espaces loués de la SIQ en indiquant pour chacun d'eux..... 26
- l'emplacement de la location;
 - la superficie du local loué;
 - la superficie réellement occupée;
 - la superficie inoccupée;
 - le coût de location au mètre carré;
 - le coût total de ladite location;
 - les coûts d'aménagement réalisés en 2001-2002, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
 - la durée du bail.

17. Mis à part la SIQ, la liste des firmes en 2001-2002 de qui sont loués des espaces en indiquant pour chacune d'elles..... 27
- l'emplacement de la location;
 - la superficie du local loué;
 - la superficie réellement occupée;
 - la superficie inoccupée;
 - le coût de location au mètre carré;
 - le coût total de ladite location;
 - les coûts d'aménagement réalisés en 2001-2002, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
 - la durée du bail;
 - le propriétaire et/ou le nom de la firme.
18. Liste du personnel du cabinet du ministre en 2001-2002 en indiquant pour chaque individu..... 28
- la date de l'entrée en fonction;
 - la date du départ, s'il y a lieu;
 - le titre de la fonction;
 - l'adresse du port d'attache;
 - la classification;
 - le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
 - le montant total des indemnités de départ versées;
 - la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
 - la description de tâches;
 - le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour l'exercice 2001-2002;
 - le nombre total d'employés au cabinet;
 - le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée.
19. Liste des sommes d'argent versées en 2001-2002 à même le budget discrétionnaire 30
- a) du ministre
 - b) du ministère ou de l'organisme, en indiquant :
 - le nom de l'organisme ou de la personne concernés;
 - le montant attribué;
 - le projet visé et le résultat.
20. Liste des crédits périmés, par programme et par élément, pour l'exercice financier 2001-2002..... 31
21. La ventilation détaillée des dépenses afférentes aux transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 2001-2002 dans le cadre des divers programmes à frais partagés; pour chacun de ces programmes, description sommaire du mode de subvention..... 32
22. Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en indiquant..... 33
- le poste initial;
 - le salaire;
 - le poste actuel, s'il y a lieu;
 - la date de la mise en disponibilité.

23.	Liste du personnel hors structure par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par le ministère qui n'occupe aucun poste dans ce ministère.....	34
	<ul style="list-style-type: none"> - nom de la personne; - poste occupé; - salaire; - assignation initiale; - date de l'assignation hors structure; - date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu. 	
24.	La liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres.....	35
	<ul style="list-style-type: none"> - assignation initiale; - assignation actuelle; - salaire; - période. 	
25.	La liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres et affecté au ministère.....	36
	<ul style="list-style-type: none"> - assignation initiale; - assignation actuelle; - salaire; - période. 	
26.	Liste du personnel par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires) qui reçoit une double rémunération, soit celle rattachée à leur fonction et un revenu d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les régies régionales de la santé et les établissements hospitaliers, en indiquant.....	37
	<ul style="list-style-type: none"> - le salaire de la personne; - le montant reçu du régime de retraite. 	
27.	Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, la liste détaillée du matériel informatique (année d'acquisition, modèle et la somme dépensée).....	38
28.	Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, le nombre d'ETC alloués au projet GIRES ainsi que le total des dépenses encourues et prévues pour ce même projet.....	40
29.	Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, quel est l'impact prévu de l'implantation du projet GIRES sur le nombre d'emplois, une fois le projet complété.....	41
30.	Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, quelles seront les applications de GIRES.....	42
31.	Évolution de la masse salariale de chaque cabinet ministériel depuis 1994-1995 jusqu'à aujourd'hui.....	43

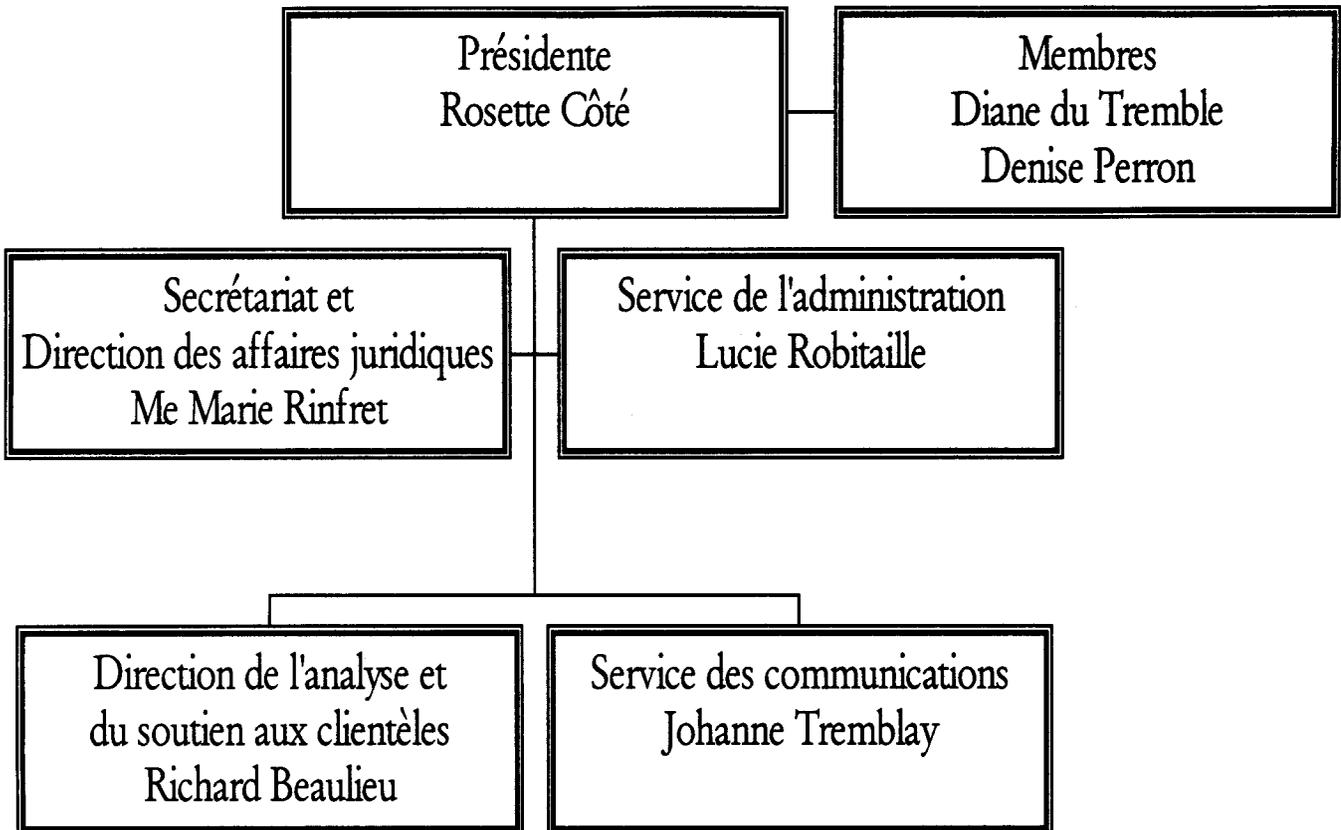
32. Liste de tous les abonnements du ministère et le coût..... 44
- livres;
 - journaux;
 - magazines;
 - bulletins électroniques et/ou papiers;
 - clubs privés ou autres;
 - billets de saison;
 - etc.
33. Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site..... 45
- le processus utilisé pour la conception;
 - le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site;
 - les coûts de construction du site;
 - le coût de l'entretien et de la mise à jour;
 - qui est responsable du contenu sur le site;
 - qui est autorisé à faire des modifications sur le site;
 - quelle est la fréquence moyenne de mise à jour;
 - le nombre de visiteurs (hits) par mois;
 - combien de fois le site a-t-il été refait ? Quel a été le coût ? Quels sont les critères qui ont justifié les changements ?
34. Quels sont les programmes spécifiques qui sont offerts aux jeunes (15-35 ans), le nombre de participants ainsi que le coût de la mesure, du service ou du programme ?..... 46
35. Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, lors de mission à l'étranger..... 47
- la liste des ententes signées et/ou annoncées;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour.
36. Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, état d'avancement des travaux relatifs à l'équité salariale..... 48

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****1. ORGANIGRAMME.**

Organigramme du ministère ou de l'organisme en indiquant pour chaque poste le nom, le titre du titulaire ainsi que le numéro de téléphone.

**L'ORGANIGRAMME
EST PRÉSENTÉ À LA PAGE SUIVANTE**

Commission de l'équité salariale - Organigramme



COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

2. LISTE DES PUBLICATIONS.

Liste de toutes les publications du ministère ou de l'organisme (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles) :				
<ul style="list-style-type: none"> - tirage; - coût; - distribution; - imprimeur. 				
TITRE	TIRAGE	COÛT	DISTRIBUTION	IMPRIMEUR
La Commission de l'équité salariale - Un salaire égal pour un travail différent, mais équivalent	6 950 copies	878 \$	6 640	Les Impressions J.L. Inc.
Guide pour réaliser l'équité salariale dans les entreprises de 10 à 49 personnes salariées	15 000 copies	11 605 \$	10 435	J.B. Deschamps Piché
Commission de l'équité salariale - Rapport annuel 2000	515 copies	1 981 \$	409	Les Publications du Québec
Plan stratégique 2001-2004	2 500 copies	2 070 \$	1 359	Imprimerie Héon & Nadeau Ltée
Plan stratégique 2001-2004 - Sommaire	7 000 copies	1 430 \$	3 762	Imprimerie Héon & Nadeau Ltée
Notre engagement à offrir des services de qualité aux citoyennes et aux citoyens du Québec (dépliant)	5 000 copies	720 \$	3 789	Imprimerie Héon & Nadeau Ltée
Carton de type carte postale	61 000 copies	2 990 \$	60 330	Litho Acmé Renaissance
Info-Équité - Choix de la méthode, des outils d'évaluation et élaboration d'une démarche d'évaluation des catégories d'emplois à prédominance féminine et à prédominance masculine	10 000 copies	2 080 \$	3 450	Imprimerie Héon & Nadeau Ltée
Info-Équité - L'estimation des écarts salariaux	10 000 copies	2 625 \$	3 300	Imprimerie Héon & Nadeau Ltée
Vidéocassette version française (formation)	405 copies	2 250 \$	26	Covitec (Services de production Karma)
			Nombre de prêts : 488	
Carton de type carte postale	62 000 copies	3 475 \$	59 980	Litho Acmé Renaissance

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

2. LISTE DES PUBLICATIONS.

Liste de toutes les publications du ministère ou de l'organisme (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles) :				
<ul style="list-style-type: none"> - tirage; - coût; - distribution; - imprimeur. 				
TITRE	TIRAGE	COÛT	DISTRIBUTION	IMPRIMEUR
Carton postal pour la promotion de la vidéocassette : L'équité salariale une juste mesure	2 000 copies	2 102 \$	1 033	Ose Design
Vos recours en vertu de la Loi sur l'équité salariale à l'intention des travailleuses (dépliant)	10 000 copies	1 050 \$	7 653	Les Impressions J.L. Inc.
Bulletin d'information de la Commission de l'équité salariale - octobre 2001	2 000 copies	520 \$	1 400	Imprimerie Héon & Nadeau Ltée
L'équité salariale - rendre justice aux travailleuses du Québec (dépliant)	10 000 copies	1 690 \$	10 709	Litho Acmé Renaissance
Pay equity a metter of fairness for working women in Québec	10 000 copies	1 690 \$	1 702	Litho Acmé Renaissance
Info-Équité - L'entreprise en quelques mots...	1 000 copies	225 \$	3 744	Imprimerie Héon & Nadeau Ltée
Info-Équité - La possibilité d'établir des programmes distincts d'équité salariale sur la base de disparités régionales	2 000 copies	290 \$	3 749	Imprimerie Héon & Nadeau Ltée
Info-Équité - Choix d'une ressource externe ou d'une firme conseil	1 000 copies	320 \$	4 462	Imprimerie Héon & Nadeau Ltée
Guide abrégé pour réaliser l'équité salariale dans les entreprises de 10 à 49 personnes salariées	5 000 copies	640 \$	4 266	Imprimerie Héon & Nadeau Ltée
Info-Équité - Déterminer le nombre de personnes salariées	1 000 copies	270 \$	6 116	Imprimerie Héon & Nadeau Ltée
Info-Équité - Prendre en compte les caractéristiques et les exigences des emplois féminins	2 000 copies	325 \$	2 585	Imprimerie Héon & Nadeau Ltée
Working Towards Pay Equity - Pay Equity Act : Highlights	10 000 copies	1 815 \$	2 033	Caractéra

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

2. LISTE DES PUBLICATIONS.

Liste de toutes les publications du ministère ou de l'organisme (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles) :				
<ul style="list-style-type: none"> - tirage; - coût; - distribution; - imprimeur. 				
TITRE	TIRAGE	COÛT	DISTRIBUTION	IMPRIMEUR
Vidécassette version anglaise (formation)	25 copies	178 \$	Nombre de prêts : 9	Covitec (Services de production Karma)
Info-Équité - Comment lire l'affichage sur l'équité salariale	15 000 copies	1 745 \$	La distribution n'est pas effectuée	Imprimerie Héon & Nadeau Ltée
Reprographie de divers documents d'information déjà produits	20 800 copies	5 551 \$	23 451	Centre de reprographie
TOTAL		50 515 \$		

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

3. LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2001.

ENDROIT ET DATE	BUT DU VOYAGE	PERSONNES RENCONTRÉES	COÛT	NOM	BILAN ET RÉSULTAT
Ottawa 18 et 19 avril 2001	Assister à la conférence «La charte canadienne des droits et libertés: vingt ans plus tard».		1 187,00 \$	Solange Ferron, avocate	
Ottawa 27 et 28 septembre 2001	Table ronde sur l'équité salariale.		927,00 \$	Jocelyne Olivier, présidente	
TOTAL			2 114,00 \$		

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

4. LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT SUR INTERNET) ET DES ARTICLES PROMOTIONNELS.

TOTAL DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ		COÛT
Liste des dépenses en publicité (incluant sur Internet) et des articles promotionnels : - les sommes dépensées pour l'exercice financier 2001-2002 et les prévisions pour 2002-2003; - la ventilation des dépenses par type de média; - les noms des fournisseurs; - le but visé par chaque dépense.		
DÉPENSES EN 2001-2002	TOTAL	528 468 \$
DÉPENSES PRÉVUES EN 2002-2003	TOTAL	417 000 \$

TITRE DU PROJET	COÛT	TYPE DE MÉDIA	FOURNISSEUR
Promotion de la Loi et des services de la Commission	1 900 \$	Revue	Gazette des femmes
Idem	2 800 \$	Revue	Recto-Verso
Tournée de formation	3 055 \$	Radio	Stations de radio de l'Abitibi et du Bas St-Laurent
Idem	173 \$	Journal	La Voix du Dimanche
Idem	146 \$	Journal	La Voix Gaspésienne
Idem	246 \$	Journal	L'Avantage
Idem	162 \$	Journal	Progrès-Écho Dimanche
Idem	168 \$	Journal	Le Rimouskois

TITRE DU PROJET	COÛT	TYPE DE MÉDIA	FOURNISSEUR
Idem	168 \$	Journal	L'Info-Dimanche
Idem	171 \$	Journal	Le St-Laurent Portage
Idem	417 \$	Journal	Le Citoyen Abitibi Est et Ouest
Idem	330 \$	Journal	Les Écho Abitibiens, La Frontière
Idem	246 \$	Journal	Région Aylmer-Hull
Idem	286 \$	Journal	Week-End Outaouais
Idem	258 \$	Journal	Bonjour Dimanche
Idem	143 \$	Journal	La Gazette
Idem	151 \$	Journal	La Gatineau
Idem	356 \$	Journal	La Tribune Express
Idem	157 \$	Revue	La Revue de la Petite Nation
Idem	2 488 \$	Radio	Stations de radio de Maniwaki et Hull
Idem	237 \$	Radio	Station de radio des Iles-de-la-Madeleine
Campagne publicitaire du 21 novembre 2001	23 343 \$	Panneaux sur voitures du métro	Panneaux du métro de Montréal
Idem	10 168 \$	Revue	Châtelaine
Idem	21 170 \$	Revue	Coup de pouce
Idem	1 922 \$	Revue	La Gazette des femmes
Idem	25 226 \$	Revue	7 Jours
Idem	12 147 \$	Revue	Lundi
Idem	8 487 \$	Revue	Dernière Heure
Idem	1 075 \$	Revue	Capital-Québec
Idem	29 531 \$	Journal	Différents quotidiens du Québec
Idem	14 387 \$	Radio	Réseau Rock Détente
	(frais d'annulation)		
Idem	53 204 \$	Panneaux autobus	Québec étendu et Montréal

TITRE DU PROJET	COÛT	TYPE DE MÉDIA	FOURNISSEUR
Idem	28 575 \$	Hebdos locaux	Hebdos locaux de Montréal
Idem	67 748 \$	Hebdos régionaux	66 hebdomadaires régionaux sauf Montréal
Idem	2 529 \$ (frais d'annulation)	Revue	Protégez-vous
Idem	204 529 \$	Journal	11 quotidiens excepté Le Droit
Idem	9 114 \$	Journal	Journal Les Affaires
Idem	695 \$	Journal	Quebec Chronicle Telegraph
Promotion de la Loi et des services de la Commission	556 \$	Répertoire 2002	Groupement des chefs d'entreprise
TOTAL	528 464 \$		

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

5. LISTE DES SONDAGES ET GROUPES DE DISCUSSIONS EFFECTUÉS À LA DEMANDE DU MINISTÈRE.

Liste des sondages et groupes de discussions effectués durant l'exercice financier 2001-2002 à la demande des ministères, organismes, sociétés, régies et commissions qui s'y rattachent :	
-	liste et coût;
-	copie des soumissions;
-	copie du questionnaire et du résultat;
-	firme ayant obtenu le contrat.
•	Stratégie, Organisation et Méthode SOM Inc. 18 500 \$
	Sondage sur l'avancement des travaux en matière d'équité salariale dans les entreprises québécoise.
•	Marketing Léger Inc. 8 775 \$
	Préparation et réalisation de groupe de discussion afin de valider des concepts publicitaires relatifs à la <i>Loi sur l'équité salariale</i> .
Total	27 275 \$

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****6. LISTE DES ÉTUDES COMMANDÉES, À L'EXTÉRIEUR OU À L'INTÉRIEUR, DURANT L'EXERCICE FINANCIER 2001-2002.**

Liste des études commandées, à l'extérieur ou à l'intérieur, durant l'exercice financier 2001-2002 à la demande du ministère ou de l'organisme :

- liste et coût;
- copie des soumissions;
- copie des études;
- firme ou individu ayant obtenu le mandat.

S/O

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****7. LISTE DES CONTRATS DE COMMUNICATION, DE RECHERCHE OU DE RELATIONS PUBLIQUES ATTRIBUÉS EN 2001-2002.**

Liste des contrats, quel que soit le montant, attribués en 2001-2002 spécifiquement à des professionnels ou à des firmes de communication, de recherche ou de relations publiques en indiquant :

- le nom du professionnel ou de la firme;
- le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- la durée du contrat;
- le coût;
- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

La liste des contrats de moins de 25 000 \$ est fournie à la question 8.

Pour les contrats de + de 25 000 \$, l'information se retrouve aux engagements financiers.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

**8. LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$
OCTROYÉS EN 2001-2002.**

CONTRATS RELIÉS À L'ADMINISTRATION			
<p>Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par le ministère ou l'organisme en 2001-2002 en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom du professionnel ou de la firme; - le mandat et le résultat (rapport ou document final); - le coût; - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. 			
NOM	(MANDAT, RÉSULTAT)	COÛT	MODE *
Le Groupe Renaud Associés Inc.	Fournir des services professionnels dans le cadre du programme d'aide aux employés.	5 700 \$	1
Groupe Conseil Aon Inc.	Préparation de documents sur la valeur de la rémunération pour fins d'estimation des écarts salariaux.	6 000 \$	1
Drake International	Fournir les services d'une secrétaire (7 contrats)	20 587 \$	1
Gestion-Conseil Locan Inc.	Élaboration d'une méthodologie permettant aux entreprises d'ajuster les écarts salariaux en l'absence de comparateurs masculins.	24 600 \$	1
Stratégie, Organisation et Méthode SOM Inc.	Préparation et réalisation d'un sondage sur l'avancement des travaux en matière d'équité salariale dans les entreprises québécoises.	18 500 \$	1
École nationale d'administration publique	Fournir auprès de la Commission des services conseils dans le cadre de la réalisation de son plan d'action.	15 000 \$	1
Placement de personnel Louise Bolduc	Fournir les service d'une secrétaire	6 552 \$	1
TOTAL		96 939 \$	

* 1 : contrat négocié 2 : invitation 3 : fournisseur unique 4: soumission publique

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

**8. LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$
OCTROYÉS EN 2001-2002.**

CONTRATS RELIÉS AUX COMMUNICATIONS			
<p>Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par le ministère ou l'organisme en 2001-2002 en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom du professionnel ou de la firme; - le mandat et le résultat (rapport ou document final); - le coût; - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. 			
NOM	(MANDAT, RÉSULTAT)	COÛT	MODE *
Parenthèses Communications	Exécuter divers travaux de graphisme pour l'année en cours.	22 000 \$	1
Ose Design Inc	Exécuter divers travaux de graphisme pour l'année en cours.	24 000 \$	1
Deschamps Design	Exécuter divers travaux de graphisme pour l'année en cours.	15 000 \$	1
Covitec Inc.	Production d'un vidéo d'information sur l'équité salariale.	23 667 \$	1
Marketing Léger Inc.	Préparation et réalisation de groupe de discussion afin de valider des concepts publicitaires relatifs à la <i>Loi sur l'équité salariale</i>	8 775 \$	1
Covitec Inc.	Production d'une version anglaise de la vidéo d'information sur l'équité salariale.	5 895 \$	1
Cossette Communications Inc.	Élaboration d'un plan stratégique de communication pour la Commission.	23 000 \$	1
Néomédia	Refonte du site internet	12 410 \$	1
TOTAL		134 747 \$	

* 1 : contrat négocié 2 : invitation 3 : fournisseur unique 4: soumission publique

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

**8. LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$
OCTROYÉS EN 2001-2002.**

CONTRATS RELIÉS À L'INFORMATIQUE			
<p>Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par le ministère ou l'organisme en 2001-2002 en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom du professionnel ou de la firme; - le mandat et le résultat (rapport ou document final); - le coût; - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. 			
NOM	(MANDAT, RÉSULTAT)	COÛT	MODE
David Tremblay Service d'information	Mettre en production le logiciel de recherche textuelle FOLIO VIEWS	11 160 \$	1
Groupe SDI Inc.	Procéder à des ajouts ou modifications aux systèmes informatiques développés avec Access	24 900 \$	1
Linux Technologies Inc.	Créer un VPN sécurisé entre les différents bureaux de la Commission	3 360 \$	1
Prospection Inc.	Préparation d'une stratégie de communication internet pour la Commission	17 000 \$	1
Linux Technologies Inc.	Effectuer des travaux de soutien, d'entretien et d'évolution pour les serveurs Linux	2 400 \$	1
David Tremblay Service d'information	Effectuer des modifications ou des ajouts pour les systèmes d'information développés avec le logiciel de recherche textuelle FOLIO VIEWS	5 000 \$	1
DGSIG	Fournir des services d'accès et de connexité informatiques.	1 925 \$	1
TOTAL		65 745 \$	

* 1 : contrat négocié 2 : invitation 3 : fournisseur unique 4: soumission publique

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

**8. LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$
OCTROYÉS EN 2001-2002.**

CONTRATS RELIÉS AUX RELATIONS DU TRAVAIL			
<p>Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par le ministère ou l'organisme en 2001-2002 en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom du professionnel ou de la firme; - le mandat et le résultat (rapport ou document final); - le coût; - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. 			
NOM	(MANDAT, RÉSULTAT)	COÛT	MODE *
Multi-Aspects Groupe Inc.	Fournir des services reliés à la prestation d'une formation sur mesure concernant l'approche du client.	5 585 \$	1
Médiation Québec	Participer à la mise en place d'un projet-pilote de conciliation.	24 900 \$	1
Me Michel Jolin Kronstrom Desjardins	Conseiller et, au besoin, représenter la Commission devant toute instance judiciaire ou autre, relativement aux programmes d'équité salariale ou de relativité salariale dans différents dossiers.	11 986 \$	1
Berlemar Inc.	Fournir des services conseils dans le cadre des enquêtes de la Commission.	21 000 \$	1
Berlemar Inc.	Participer au développement du cadre et des procédures d'enquêtes sur plaintes.	23 000 \$	1
TOTAL		86 471 \$	

* 1 : contrat négocié 2 : invitation 3 : fournisseur unique 4: soumission publique

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

9. LISTE DES CONTRATS AYANT FAIT L'OBJET D'UN VERSEMENT SUPPLÉMENTAIRE.

Liste détaillée de tous les contrats qui, depuis le 1^{er} avril 2001, ont fait l'objet d'un versement supplémentaire par rapport au montant initial :

- le montant du surplus versé;
- le montant du contrat initial;
- les raisons du dépassement;
- le nom de l'entreprise qui a réalisé le contrat.

SURPLUS VERSÉ	CONTRAT INITIAL	RAISON	NOM
700 \$	3 000 \$	Adapter la publicité produite pour publication ultérieure.	Oxygène Communications & Marketing

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

10. DÉPENSES DE PHOTOCOPIE, DE TÉLÉCOPIE, DE TÉLÉPHONIE CELLULAIRE, DE TÉLÉAVERTISSEURS, DE MOBILIER DE BUREAU, DE FOURNITURES, DE DISTRIBUTEURS D'EAU DE SOURCE, DE FRAIS DE TRANSPORT, DE FRAIS D'HÉBERGEMENT, DE FRAIS DE REPAS, DE PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET TOUTES SESSIONS DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT.

Le montant, pour l'année 2001-2002, de chacune des dépenses suivantes :	
<ul style="list-style-type: none"> - la photocopie; - la télécopie (<i>fax</i>), si identifiable à même les coûts reliés à la téléphonie; - la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation; - les téléavertisseurs; - le mobilier de bureau; - les fournitures, tels agendas, valises, dictionnaires, calculatrices, stylos ou crayons, boîtes de carton (en identifiant les coûts pour chaque item); - les distributeurs d'eau de source; - le remboursement des frais de transport; - le remboursement des frais d'hébergement; - le remboursement des frais de repas; - le ressourcement ou préparation à la retraite; - l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toutes sessions de type perfectionnement ou ressourcement : <ul style="list-style-type: none"> a) au Québec b) à l'extérieur du Québec. 	
Photocopie	20 338 \$
Télécopie (fax)	1 015 \$
Téléphonie cellulaire et coût d'utilisation	3 891 \$
Téléavertisseurs	78 \$
Mobilier de bureau	38 345 \$
Fournitures (agendas, valises, dictionnaires, calculatrices, stylos/crayons, boîtes de carton)	10 688 \$
Distributeurs d'eau de source	425 \$
Remboursement de frais de transport et de repas	58 983 \$
Remboursement de frais d'hébergement	17 076 \$
Remboursement ou préparation à la retraite	0,00
Participation à des congrès, des colloques et/ou toute session de type perfectionnement ou ressourcement au Québec	25 339 \$
Participation à des congrès, des colloques et/ou toute session de type perfectionnement ou ressourcement à l'extérieur du Québec	0,00
TOTAL	176 178 \$

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****11. LISTE DE TOUS LES VÉHICULES UTILISÉS.**

La liste de tous les véhicules utilisés en indiquant pour chacun :

- **la marque et le modèle du véhicule;**
- **le coût d'acquisition ou de location et l'année de la transaction;**
- **les coûts d'entretien des véhicules (réparation);**
- **les coûts d'utilisation des véhicules (essence, assurances, immatriculation);**
- **les appels d'offres faits en 2001-2002 et prévisions pour 2002-2003;**
- **spécifier la source de financement : fonds des équipements roulants ou autres.**

S/O

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

12. NOMBRE ET RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN, DU PERSONNEL FÉMININ, DU PERSONNEL HANDICAPÉ, DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES, DES ANGLOPHONES ET DES AUTOCHTONES DU MINISTÈRE POUR CHAQUE CATÉGORIE POUR L'EXERCICE FINANCIER 2001-2002.

DESCRIPTION D'EMPLOI	PERSONNEL MASCULIN		PERSONNEL FÉMININ		PERSONNEL HANDICAPÉ		ANGLOPHONES		AUTOCHTONES		COMMUNAUTÉS CULTURELLES	
	ETC	%	ETC	%	ETC	%	ETC	%	ETC	%	ETC	%
Hors-cadres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	2	3,8	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	1	1,9	-	-	-	-	-	-	-	-
Cadres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	1	1,9	1	1,9	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Professionnels	3	5,6	3	5,6	-	-	-	-	-	-	-	-
	7	13,2	13	24,5	-	-	-	-	-	-	1	1,9
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PBTA	-	-	2	3,8	-	-	-	-	-	-	-	-
	4	7,5	15	28,3	-	-	1	1,9	-	-	-	-
	-	-	1	1,9	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	15	28,2	38	71,7	-	-	1	1,9	-	-	1	1,9

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

- 13. COMBIEN DE PERSONNES ONT BÉNÉFICIÉ DU PROGRAMME DE DÉPART VOLONTAIRE ET ONT ÉTÉ RAPPELÉES POUR CHAQUE MINISTÈRE OU ORGANISME.**

Combien de personnes ont bénéficié du programme de départ volontaire et ont été rappelées pour chaque ministère ou organisme.

LE CONSEIL DU TRÉSOR FOURNIRA L'INFORMATION.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DE CRÉDITS 2002-2003

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

14. À CHACUN DES MOIS DU DERNIER EXERCICE BUDGÉTAIRE 2001-2002, POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME ET CE, PAR CATÉGORIES D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.): A) NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL; B) NOMBRE TOTAL D'HEURES DE TRAVAIL SUPPLÉMENTAIRES RÉALISÉES PAR LE PERSONNEL ET RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.); C) NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL.

	CONGÉS DE MALADIE						VACANCES (JOURS)						TEMPS SUPPLÉMENTAIRE (HEURES)					
	RÉALISÉES			PAYÉES			RÉALISÉES			PAYÉES			RÉALISÉES			PAYÉES		
	Cadres	Prof.	Fonct.	Ouvr.	Cadres	Prof.	Fonct.	Ouvr.	Prof.	Fonct.	Ouvr.	Prof.	Fonct.	Ouvr.	Prof.	Fonct.	Ouvr.	
AVRIL	-	8	8	-	4	33,5	9,5	-	54	69,25	-	-	51,75	-	54	17,50	-	
MAI	-	8	6	-	-	5,5	8,5	-	44,50	123,75	-	-	80,75	-	37,75	43	-	
JUIN	1	3,5	5	-	-	40,5	22	-	22,75	104,75	-	-	35	-	17,75	69,75	-	
JUILLET	-	2,5	7,5	-	14,5	78	136,5	-	15,25	22	-	-	19	-	15,25	3	-	
AOÛT	-	3	8	-	16	119	104	-	67,80	56,25	-	-	19,75	-	67,80	36,50	-	
SEPTEMBRE	-	4	6	-	1	6,5	6,5	-	98	124,50	-	-	112	-	98	12,50	-	
OCTOBRE	-	13	5	-	-	8	8	-	158,50	142,25	-	-	111,50	-	143,75	30,75	-	
NOVEMBRE	-	10	8,5	-	2	4,5	5	-	111,75	110,25	-	-	65	-	111,75	45,25	-	
DÉCEMBRE	-	12	12,5	-	2	15,5	24	-	62,74	50,25	-	-	42,25	-	62,74	8	-	
JANVIER	-	13	8,5	-	2,5	23,5	23	-	57,91	39,75	-	-	33,75	-	57,91	6	-	
FÉVRIER	-	6	10	-	-	2,5	3	-	33,08	15	-	-	9	-	33,08	6	-	
MARS	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
TOTAL	1	83	85	-	42	337	351	-	726,28	858	-	26,50	579,75	-	699,78	278,25	-	

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

15. ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIES D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL.

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour chacun des exercices budgétaires depuis 2000-2001 :

- a) Évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- b) évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- c) nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- d) nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- e) niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
- f) nombre de postes occasionnels, temporaires et contractuels.

QUESTION 15 A)	2001-2002		
	Québec	Montréal	TOTAL
Hors cadres	1	2	3
Cadres	2	-	2
Professionnels	22	3	25
Techniciens	7	-	7
Personnel du bureau	10	1	11
SOUS-TOTAL	42	6	48

QUESTION 15 B)

ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR.

3 personnes

QUESTION 15 C)

NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE.

Aucun

QUESTION 15 D)

NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL.

QUESTION 15 D)	2001-2002		TOTAL
	Québec	Montréal	
Hors cadres	1	2	3
Cadres	3	-	3
Professionnels	27	12	39
Techniciens	9	2	11
Personnel du bureau	9	2	11
SOUS-TOTAL	49	18	67

QUESTION 15 E)

NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES.

S/O

QUESTION 15 F)

NOMBRE DE POSTES OCCASIONNELS, TEMPORAIRES ET CONTRACTUELS EN INDIQUANT LA PROPORTION DE CEUX QUI LE SONT DEPUIS 5 ANS.

<u>QUESTION 15 F)</u>	2001-2002	
	Nombre	% depuis 5 ans
Postes occasionnels	5	0
Postes temporaires	11	0
Postes contractuels	-	-

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****16. LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES LOUÉS PAR LA SIQ.**

La liste des baux pour les espaces loués par la SIQ en indiquant pour chacun d'eux :

- **l'emplacement de la location;**
- **la superficie du local loué;**
- **la superficie réellement occupée;**
- **la superficie inoccupée;**
- **le coût de location au mètre carré;**
- **le coût total de ladite location;**
- **les coûts d'aménagement réalisés en 2001-2002, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;**
- **la durée du bail.**

LE CONSEIL DU TRÉSOR FOURNIRA L'INFORMATION POUR L'ENSEMBLE DU GOUVERNEMENT.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****17. MIS À PART LA SIQ, LA LISTE DES FIRMES QUI LOUENT DES ESPACES.**

Mis à part la SIQ, la liste des firmes en 2001-2002, qui louent des espaces en indiquant pour chacune d'elles :

- **l'emplacement de la location;**
- **la superficie du local loué;**
- **la superficie réellement occupée;**
- **la superficie inoccupée;**
- **le coût de location au mètre carré;**
- **le coût total de ladite location;**
- **les coûts d'aménagement réalisés en 2001-2002, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;**
- **la durée du bail;**
- **le propriétaire et/ou le nom de la firme.**

S/O

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

18. LISTE DU PERSONNEL DU CABINET DU MINISTRE POUR L'EXERCICE FINANCIER 2001-2002.

18 A) La liste du personnel du cabinet du ministre en 2001-2002 en indiquant pour chaque individu :

NOM	ENTRÉE EN FONCTION	DATE DE DÉPART	TITRE DE FONCTION	PORU D'ATTACHE	CLASSIFICATION	INDEMNITÉ DE DÉPART	MEMBRE DE LA FONCTION PUBLIQUE
-----	--------------------	----------------	-------------------	----------------	----------------	---------------------	--------------------------------

S/O

18 B) MONTANT DÉTAILLÉ DES SALAIRES, DES HONORAIRES ET DES CONTRATS DONNÉS PAR LE CABINET POUR L'EXERCICE 2001-2002.

SALAIRES	HONORAIRES	CONTRATS	TOTAL
S/O			

18C) NOMBRE TOTAL D'EMPLOYÉS AU CABINET DU MINISTRE :

S/O

18 D) LE NOM DES EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA FONCTION OCCUPÉE.

S/O

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****19. BUDGET DISCRÉTIONNAIRE.****Liste des sommes d'argent versées en 2001-2002 à même le budget discrétionnaire :**

- a) du ministre**
- b) du ministère ou de l'organisme, en indiquant :**
 - le nom de l'organisme ou de la personne concernés;
 - le montant attribué;
 - le projet visé et le résultat.

BÉNÉFICIAIRE**MONTANT****S/O**

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****21. VENTILATION DÉTAILLÉE DES DÉPENSES AFFÉRENTES AUX TRANSFERTS OBTENUS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL EN 2001-2002.**

La ventilation détaillée des dépenses afférentes aux transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 2001-2002 dans le cadre des divers programmes à frais partagés :

- pour chacun de ces programmes;
- description sommaire du mode de subvention.

S/O

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****22. LISTE DU PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIES D'EMPLOI.**

Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en indiquant :

- le poste initial;
- le salaire;
- le poste actuel, s'il y a lieu;
- la date de la mise en disponibilité.

LE CONSEIL DU TRÉSOR FOURNIRA L'INFORMATION.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

23. **LISTE DU PERSONNEL HORS STRUCTURE PAR CATÉGORIES D'EMPLOI RÉMUNÉRÉ PAR L'ORGANISME QUI N'OCCUPE AUCUN POSTE DANS CET ORGANISME.**

Liste du personnel hors structure par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par l'organisme qui n'occupe aucun poste dans cet organisme :

- nom de la personne;
- poste occupé;
- salaire;
- assignation initiale;
- date de l'assignation hors structure;
- date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

S/O

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****24. LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME
ET AFFECTÉ À DES ORGANISMES PARAPUBLICS NON
GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES.**

Liste du personnel rémunéré par le ministère ou l'organisme et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres :

- assignation initiale;
- assignation actuelle;
- salaire;
- période.

S/O

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****25. LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR DES ORGANISMES PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES ET AFFECTÉ À NOTRE ORGANISME.**

Liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres et affecté à notre organisme :

- assignation initiale;
- assignation actuelle;
- salaire;
- période.

S/O

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****26. LISTE DU PERSONNEL PAR CATÉGORIES D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES) RECEVANT UNE DOUBLE RÉMUNÉRATION.**

Liste du personnel par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires) qui reçoit une double rémunération, soit celle rattachée à leur fonction et un revenu d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les régies régionales de la santé et les établissements hospitaliers, en indiquant :

- le salaire de la personne;
- le montant reçu du régime de retraite.

NON APPLICABLE.

LES INFORMATIONS DEMANDÉES CONSTITUENT DES RENSEIGNEMENTS CONFIDENTIELS AU SENS DE LA LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

27. LISTE DÉTAILLÉE DU MATÉRIEL INFORMATIQUE.

Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, la liste détaillée du matériel informatique (année d'acquisition, modèle et la somme dépensée).				
Matériel	Modèle	Année d'acquisition	Nombre	Coût
Ordinateurs	Mycomp	1997	3	
Ordinateurs	IBM 300 XL	1997	9	
Ordinateurs portatifs	IBM Thinkpad	1997	3	
Interfaces	Interfaces	1997	2	
Carte réseau	Carte réseau Xircom	1997	1	
Licences	Logiciel Intranet Ware	1997	30	
Licences	Logiciel Manage Wise	1997	30	
Licences	Logiciel Groupe Wise	1997	30	
Ordinateurs	IBM 300GL	1998	9	
Ordinateurs	IC011 266	1998	4	
Tape back up	Tape back up Dat 8	1998	1	
UPS	UPS Oneac 600	1998	1	
Tape back up	Tape back up Dat 4	1998	1	
UPS	UPS Oneac 400	1998	1	
Carte	SDLC EICON P92 PCI	1998	1	
Scanner	AGFA Sanpscan	1998	1	
Modem externe	GVC 56K	1998	1	
Divers logiciels		1998		
Licences	Office Pro 97	1998	16	
Ordinateurs	Seanix TCO11 333	1999	5	
Imprimante	Lexmark E+	1999	1	
Serveur	Compaq Proliant 1600	1999	1	
Module pour imprimante	Lexmark Optra S	1999	1	
Mémoire pour imprimante laser	11 P HP	1999	1	

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

27. LISTE DÉTAILLÉE DU MATÉRIEL INFORMATIQUE.

Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, la liste détaillée du matériel informatique (année d'acquisition, modèle et la somme dépensée).				
Matériel	Modèle	Année d'acquisition	Nombre	Coût
Projecteur	Data/vidéo Sony	1999	1	
Ordinateur portable	Toshiba Tecra 8000	1999	1	
Ordinateurs	Seenix TCO BX-350	1999	1	
Hub	Stockable Hub Express 220T	1999	1	
Ordinateur portable	Toshiba satellite	2000	1	
Projecteur data/vidéo	Sony VPLCS1	2000	1	
Commutateur	Commutateur Intel 24 ports	2000	1	
Ordinateur portable	Toshiba satellite	2000	1	
Logiciel	Folio Builder 4.22	2000	1	
Projecteur data/vidéo	Sony VPLCS1	2000	1	
Logiciel	Gestion virtuelle centre d'archive	2000	1	
Licence	Licence Filemaker Pro Unlimited	2000	1	
Ordinateur	Intel P111800 133mhz	2001	1	
Ordinateur	Intel Celeron 700mhz	2001	1	
Backup	Backup HP Surestore DAT401	2001	1	
Ordinateurs	PCProsys	2001	8	
Ordinateurs	PC Prosys	2001	7	10 843 \$
Imprimante	Lexmark Optra	2001	1	2 165 \$
Arc serveur 2000	Advance Edition	2001	1	1 379 \$
Imprimante	Lexmark T522TN	2001	1	2 959 \$
Licence	File Maker Pro 5.5	2001	10	1 500 \$
Carte	SCSI Adaptec 2100 S + câble	2001	1	853 \$
TOTAL				19 699 \$

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****28. LE NOMBRE D'ETC ALLOUÉS AU PROJET GIRES.**

Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, le nombre d'ETC alloués au projet GIRES ainsi que le total des dépenses encourues et prévues pour ce même projet.

NOMBRE D'ETC**TOTAL DES DÉPENSES**

LE CONSEIL DU TRÉSOR FOURNIRA L'INFORMATION.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****29. L'IMPACT PRÉVU DE L'IMPLANTATION DU PROJET GIRES.**

Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, quel est l'impact prévu de l'implantation du projet GIRES sur le nombre d'emplois, une fois le projet complété.

LE CONSEIL DU TRÉSOR FOURNIRA L'INFORMATION.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****30. LES APPLICATIONS DE GIRES.**

Pour chacun des ministères ou organismes publics ou parapublics, quelles seront les applications de GIRES.

LE CONSEIL DU TRÉSOR FOURNIRA L'INFORMATION.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****31. ÉVOLUTION DE LA MASSE SALARIALE DE CHAQUE CABINET
MINISTÉRIEL DEPUIS 1994-1995 JUSQU'À AUJOURD'HUI.**

**Évolution de la masse salariale de chaque cabinet ministériel depuis 1994-1995 jusqu'à
aujourd'hui.**

CES DONNÉES ONT ÉTÉ FOURNIES PAR LES ANNÉES ANTÉRIEURES.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

32. LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS DU MINISTÈRE ET LE COÛT.

Liste de tous les abonnements du Ministère et le coût :	
- Livres;	
- Journaux;	
- Magazines;	
- Bulletins électroniques et/ou papiers;	
- Clubs privés ou autres;	
- Billets de saison;	
- etc.	
Agenda	40 \$
Annuaire téléphonique judiciaire du Québec	48 \$
Bulletin CPQ (Conseil du patronat du Québec)	40 \$
Charte canadienne des droits et libertés	87 \$
Code civil	120 \$
Code de procédure civil	120 \$
Éthique publique	50 \$
Gazette des femmes	16 \$
Gazette officielle	162 \$
La Presse ltée	135 \$
Le Devoir	143 \$
Le Soleil	132 \$
Lois du travail	200 \$
Lois refondues	40 \$
RPG	295 \$
Répertoire électronique de jurisprudence du Barreau	160 \$
Répertoire des fournisseurs municipaux	150 \$
Revue relations industrielles	60 \$
Service de repérage d'information gouvernementale	1 000 \$
Société Canadienne des auteurs compositeurs et éditeur de musique (SOCAN)	193 \$
Lois et règlements du Québec (CD2001NO2)	495 \$
Banque de données Microsoft	1 266 \$
TOTAL	4 952 \$

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

33. SITE INTERNET.

Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :

- le processus utilisé pour la conception;
- le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site;
- les coûts de construction du site;
- le coût de l'entretien et de la mise à jour;
- qui est responsable du contenu sur le site;
- qui est autorisé à faire des modifications sur le site;
- quelle est la fréquence moyenne de mise à jour;
- le nombre de visiteurs (hits) par mois;
- combien de fois le site a-t-il été refait ? Quel a été le coût ? Quels sont les critères qui ont justifié les changements ?

Conception	La conception du site Internet a été confiée à une firme externe en octobre 1997. Cette firme a construit le site à partir des indications données par la Direction des communications.
Firme	Global Inernet
Coût de la conception et de l'entretien	2 930 \$
Fréquence des mises à jour	De 3 à 4 fois par année (au besoin)
Responsable du contenu	Johanne Tremblay, responsable des communications
Modifications	Marjolaine Hébert, webmestre
Visiteurs	D'avril à décembre 2001 : 21 734 visites Moyenne mensuelle : 2 415 visites
Réfection totale du site	
Firme	Néomédia
Coût	12 410 \$
Échéance	Avril 2002

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

34. **PROGRAMMES SPÉCIFIQUES OFFERTS AUX JEUNES (15-35 ANS), LE NOMBRE DE PARTICIPANTS, LE COÛT DE LA MESURE, DU SERVICE OU DU PROGRAMME.**

Quels sont les programmes spécifiques qui sont offerts aux jeunes (15-35 ans), le nombre de participants ainsi que le coût de la mesure, du service ou du programme?

LE SECRÉTARIAT À LA JEUNESSE FOURNIRA L'INFORMATION.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****35. LORS DE MISSION À L'ÉTRANGER.**

Pour chacun des ministères ou organismes publics ou parapublics, lors de mission à l'étranger :

- **la liste des ententes signées et/ou annoncées;**
- **les détails de ces ententes;**
- **les résultats obtenus à ce jour.**

LE MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES FOURNIRA L'INFORMATION.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003****RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****36. ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX RELATIFS À L'ÉQUITÉ SALARIALE.**

Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, état d'avancement des travaux relatifs à l'équité salariale.

LE CONSEIL DU TRÉSOR FOURNIRA L'INFORMATION.

ÉTUDE DES CRÉDITS

2002-2003

Demande de renseignements particuliers



COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES QUESTIONS

La liste contient cinquante-sept questions. La Commission de l'équité salariale est concernée par treize d'entre elles.

	PAGE
36. a) liste des dépenses de fonctionnement de la Commission de l'équité salariale;.....	51
e) état des réalisations et des travaux en cours;	
f) copie des contrats ou des mandats confiés à d'autres organismes, des entreprises privées ou des particuliers.	
37. Liste des entreprises qui ont déposé un rapport et nombre de décisions rendues par la Commission à ce jour.....	56
38. Depuis la création de la Commission, sommes investies en publicité. Ventilation par année et par type de médias.....	57
39. Copie des études, analyses, recherches, scénarios ou projections concernant l'état d'avancement des travaux des entreprises privées et des secteurs publics et parapublics visant à se conformer à la <i>Loi sur l'équité salariale</i>	58
40. Nombre de plaintes déposées à la Commission en vertu de la <i>Loi sur l'équité salariale</i> . Aperçu des plaintes et état d'avancement de celles-ci.....	59
41. Nombre d'autorisations données à des employeurs d'établir un programme distinct applicable à un ou plusieurs établissements si des disparités régionales le justifient.....	60
42. Nombre de demandes d'assistance d'entreprises dans l'établissement des programmes d'équité salariale.....	61
43. Nombre de programmes approuvés par la Commission en vertu du chapitre IX de la <i>Loi sur l'équité salariale</i>	62
44. Nombre d'amendes données par la Commission. Ventilation par montant des amendes, types d'infraction, secteurs d'activité des employeurs.....	63
54. Liste de toutes les études et analyses faites à ce jour sur le statut politique et économique du Québec.....	64
55. La liste de toutes les sociétés (OSBL) créées par le ministère ou par un (des) employé(s) du ministère ou de l'organisme pour les cinq dernières années.....	65
56. Copie à jour de la liste de classement de tous les documents disponibles dans votre ministère ou organisme(s) tel que prescrit par la <i>Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels</i> (Chapitre A-2.1).....	66
57. Dépenses effectuées en 2001-2002 par le ministère et ses organismes dans les technologies de l'information.....	67
a) téléphonie;	
b) matériel informatique;	
c) logiciels;	
d) programmation;	
e) formation.	

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

36 A) LISTE DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION DEL'ÉQUITÉ SALARIALE

36 a) Liste des dépenses de fonctionnement de la Commission de l'équité salariale.	
FONCTIONNEMENT – PERSONNEL	
▪ Traitement, salaires et allocation	2 610 403 \$
▪ Autres rémunérations	264 171 \$
SOUS-TOTAL	2 874 574 \$
FONCTIONNEMENT – AUTRES DÉPENSES	
▪ Services de transport et communications	1 066 520 \$
▪ Services professionnels, administratifs et autres	573 312 \$
▪ Entretien et réparation	56 666 \$
▪ Loyers	418 907 \$
▪ Fournitures et approvisionnement	68 240 \$
▪ Matériel et équipement	62 000 \$
▪ Autres dépenses	1 000 \$
SOUS-TOTAL	2 246 645 \$
AMORTISSEMENT	92 438 \$
TOTAL FONCTIONNEMENT	5 213 657 \$
IMMOBILISATIONS	69 208 \$

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

36 E) ÉTAT DES RÉALISATIONS ET DES TRAVAUX

36 e) État des réalisations et des travaux en cours.

Activités d'ordre administratif

- Préparation des prévisions budgétaires annuelles et quinquennales.
- Poursuite des activités budgétaires, comptables et financières.
- Élaboration et mise à jour de politiques, de procédures et d'outils de soutien administratif et application des règles administratives internes et gouvernementales.
- Poursuite des activités reliées à la gestion documentaire et au centre de documentation.
- Travaux visant à implanter des logiciels spécialisés en gestion documentaire et de bibliothèque.
- Acquisition et installation des équipements requis pour le nouveau personnel de la Commission.
- Déménagement et aménagement des locaux de la Commission à Montréal.
- Réaménagement des locaux de la Commission à Québec.
- Poursuite des activités reliées aux acquisitions ainsi qu'à la gestion des locaux et équipements.
- Poursuite du développement du site Intranet de la Commission.
- Travaux relatifs au cadre de gestion des technologies de l'information.
- Travaux pour assurer le soutien dans l'implantation et l'évolution du système informatique de suivi des dossiers visant à supporter les activités de l'ensemble des unités de la Commission.
- Augmentation de la sécurité du lien informatique entre les bureaux de Québec et de Montréal.
- Implantation d'Exchange, Outlook et Office 2000.
- Élaboration d'un plan de relève informatique.
- Bilan sur la sécurité informatique.
- Travaux visant à structurer la gestion électronique des documents.
- Développement d'applications pour le suivi des inventaires et documentation des installations réseau et serveur.
- Planification et organisation des activités nécessaires à l'implantation du nouveau cadre de gestion de la fonction publique:
 - coordination de la mise à jour de la planification stratégique, de la déclaration de services aux citoyens et des plans d'actions opérationnels;
 - mise en place d'un tableau de bord de gestion.
- Élaboration du programme de développement des ressources humaines et organisation d'activités de formation visant à mieux outiller l'ensemble des employés de la Commission en regard de leurs fonctions.
- Mise à jour du plan des mesures d'urgence.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003****RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****36 e) ÉTAT DES RÉALISATIONS ET DES TRAVAUX (SUITE)****36 e) État des réalisations et des travaux en cours (suite)****Activités relatives au Secrétariat de la Commission****Réalisations durant l'année 2001**

- Coordination, soutien et suivi de quinze séances de la Commission;
- Traitement de la correspondance courante adressée à la Commission;
- Mise sur pied d'un Service d'accueil de traitement des demandes de plainte et de différend soumises à la Commission;
- Intégration des services de la conciliation et de l'accueil au processus administratif de traitement des plaintes et des différends;
- Tenue et suivi de deux rencontres du Comité de consultation sur la Loi (article 94 (1));
- Traitement de 67 demandes d'accès à l'information.

Activités d'ordre législatif ou réglementaire**Travaux en cours**

- Préparation d'un avis pour le Ministre qui doit porter sur la mise en œuvre de l'équité salariale dans les entreprises comptant moins de 50 personnes salariées et sur l'opportunité de modifier la *Loi sur l'équité salariale* à cet égard;
- Des travaux sont en cours concernant les pouvoirs réglementaires de la Commission de l'équité salariale prévus à l'article 114 de la Loi et portant plus particulièrement sur un projet de règlement relatif aux entreprises où il n'y a pas de comparateurs masculins.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

36 E) ÉTAT DES RÉALISATIONS ET DES TRAVAUX (SUITE)

36 e) État des réalisations et des travaux en cours (suite)

Activités relatives aux communications

- Poursuite de la diffusion de documents visant à préciser divers aspects de la *Loi sur l'équité salariale* et de sa mise en œuvre;
- Rédaction, publication et diffusion de nouveaux documents d'information :
 - *Plan stratégique 2001-2004 - Sommaire*
 - *Plan stratégique 2001-2004*
 - *Notre engagement à offrir des services de qualité aux citoyennes et citoyens du Québec (dépliant)*
 - *Commission de l'équité salariale, rapport annuel 2000*
 - *Envois massifs de 2 cartons postaux aux 62000 entreprises (2 envois différents)*
 - *Vidéocassette de formation*
 - *Envoi d'un carton postal au 62000 entreprises pour faire la promotion d'une vidéocassette pour la formation*
 - *Version anglaise de la vidéocassette sur la formation*
 - Série Info-Équité :
 - *L'affichage*
 - *Le contrôle des biais sexistes*
 - *Choix de la méthode, des outils d'évaluation et élaboration d'une démarche d'évaluation des catégories d'emplois à prédominance féminine et à prédominance masculine*
 - *L'estimation des écarts salariaux*
- Publicités :
 - Parution de publicités dans divers médias;
 - Placements dans tous les quotidiens du Québec à l'occasion du 8 mars 2001;
 - Réalisation d'une vaste campagne de publicité à l'automne 2001.
- Rédaction, publication et diffusion de deux éditions du bulletin d'information à l'intention des diverses clientèles.
- Participation à titre d'exposant à cinq salons ou expositions.
- Réalisation de conférences et de sessions d'information sur la loi et sa mise en œuvre.
- Poursuite des activités du Service de renseignements téléphoniques.
- Préparation du Rapport annuel 2001.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003****RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****36 F) COPIE DES CONTRATS OU DES MANDATS**

36 f) Copie des contrats ou des mandats confiés à d'autres organismes, des entreprises privées ou des particuliers.

RÉPONSE DONNÉE À LA QUESTION NO. 8

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003****RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****37. LISTE DES ENTREPRISES AYANT DÉPOSÉ UN RAPPORT ET NOMBRE DE DÉCISIONS RENDUES PAR LA COMMISSION**

Liste des entreprises qui ont déposé un rapport et nombre de décisions rendues par la Commission à ce jour.

Sans objet : La *Loi sur l'équité salariale* ne prévoit pas d'approbation par la Commission des exercices d'équité salariale réalisés au sein de chaque entreprise.

Seuls les rapports transmis en vertu du chapitre 1X de la Loi ont fait l'objet de décisions rendues par la Commission (voir la question 43).

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003****RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****39. ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX DES ENTREPRISES PRIVÉES ET DES SECTEURS PUBLICS ET PARAPUBLICS CONFORMÉMENT À LA *LOI SUR L'ÉQUITÉ SALARIALE***

Copie des études, analyses, recherches, scénarios ou projections concernant l'état d'avancement des travaux des entreprises privées et des secteurs publics et parapublics visant à se conformer à la *Loi sur l'équité salariale*.

Sondage sur l'avancement des travaux en matière d'équité salariale dans les entreprises québécoises.
Voir question 5.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

40. NOMBRE DE PLAINTES DÉPOSÉES À LA COMMISSION, APERÇU ET ÉTAT D'AVANCEMENT

Nombre de plaintes déposées à la Commission en vertu de la Loi sur l'équité salariale. Aperçu des plaintes et état d'avancement de celles-ci.								
624 plaintes reçues 136 dossiers en traitement au Service d'accueil des plaintes et des différends 4 dossiers au Service de conciliation 451 dossiers au Service des enquêtes 33 dossiers fermés Plaintes reçues avant le 21-11-2001 : 61 (9,8%) Plaintes reçues depuis le 21-11-2001 : 563 (90,2%)	82 différends reçus 29 dossiers en traitement au Service d'accueil des plaintes et des différends 18 dossiers au Service de conciliation 4 dossiers au Service des enquêtes 31 dossiers fermés Différends reçus avant le 21-11-2001 : 54 (66%) Différends reçus depuis le 21-11-2001 : 28 (33%)							
Bref aperçu des plaintes soumises à la Commission								
<p>Le volume de plaintes reçues depuis le 21 novembre 2001 a entraîné la mise sur pied d'un Service d'accueil des plaintes et des différends ainsi que son intégration au processus de traitement administratif déjà défini. Ce service effectue une analyse de recevabilité des dossiers en vertu de la Loi.</p> <p>Les procédures de traitement de ces dossiers ont dû être adaptées et des mécanismes de suivi et d'information de gestion sont actuellement en développement.</p> <p>Une première analyse effectuée du 1^{er} février au 31 mars 2002 portant sur 238 plaintes soumises à la Commission permet de présenter l'aperçu qui suit.</p>								
PROVENANCE DES PLAINTES SELON LA TAILLE DE L'ENTREPRISE								
Taille de l'entreprise	10 à 49	50 à 99	100 et plus	Total				
Plaintes soumises (%)	58%	15%	27%	100%				
PROVENANCE DES PLAINTES SELON LE PLAIGNANT								
	Associations accréditées		Salarié-e-s syndiqués ou non syndiqués		Total			
Plaintes soumises (%)	55%		45%		100%			
	Taille de l'entreprise							
	10 à 49	50 à 99	100 +	Total	10 à 49	50 à 99	100 +	Total
Plaintes soumises (%)	65%	19%	16%	100%	50%	9%	41%	100%
<p>On constate que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La moitié des plaintes soumises sont à l'effet que l'exercice d'équité salariale n'était pas terminé au 21 novembre 2001; • Le quart des plaintes visent à dire que l'exercice est terminé mais que l'équité salariale n'est pas maintenue; • Le dernier quart des plaintes montre que l'exercice est terminé mais que les plaignants sont insatisfaits sur la détermination des ajustements salariaux (le tiers) ou le choix de la méthode d'évaluation des emplois ou la détermination des catégories d'emplois, ou le pointage des facteurs ou etc. <p>Il est intéressant de souligner qu'il y a peu ou pas de motif de représailles allégué par les plaignantes.</p>								

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003****RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****41. NOMBRE D'AUTORISATIONS DONNÉES À DES EMPLOYEURS D'ÉTABLIR UN PROGRAMME DISTINCT**

Nombre d'autorisations données à des employeurs d'établir un programme distinct applicable à un ou plusieurs établissements si des disparités régionales le justifient.

En date du 21 décembre 2001, 53 demandes ont été déposées à la Commission :

- 3 de ces demandes ont été retirées par l'employeur;
- 46 demandes ont été autorisées par la CÉS; et
- 4 demandes sont en traitement pour analyse et recommandations à la CÉS.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

42. DEMANDES D'ASSISTANCE D'ENTREPRISES DANS L'ÉTABLISSEMENT DES PROGRAMMES

Nombre de demandes d'assistance d'entreprises dans l'établissement des programmes d'équité salariale.	
• Demandes de renseignements de la part d'entreprises (employeurs, conseillers financiers, consultants/avocats)	9 149
• Demandes de documents d'information :	75 405
• Guides pour réaliser l'équité salariale dans les 10-49	11 281
• Démarches types pour réaliser l'équité salariale (50 et plus)	5 945
• Autres documents d'information aux entreprises	58 179
• Sessions d'information et de formation	4 550
• 217 sessions pour les entreprises 10 à 49	3 295 pers.
• 87 sessions pour les entreprises de 50 et plus	1 255 pers.
• Assistances spécialisées aux entreprises	589
• Conciliations	49
Total :	89 742
Près de 90 000 interventions directes auprès des entreprises de Québec	

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003****RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****43. NOMBRE DE PROGRAMMES APPROUVÉS PAR LA COMMISSION**

Nombre de programmes approuvés par la Commission en vertu du chapitre IX de la *Loi sur l'équité salariale*.

Nombre de programmes approuvés par la Commission en vertu du chapitre IX

Les entreprises dont l'exercice d'équité salariale ou de relativité salariale était complété ou en cours avant le 21 novembre 1996 avaient jusqu'au 21 novembre 1998 pour soumettre à la Commission leur rapport faisant état de ce ou des programmes au sein de leur entreprise.

120 entreprises ont ainsi déposé à la Commission 158 rapports contenant un ou des programmes d'équité salariale ou de relativité salariale réalisés ou en cours avant le 21 novembre 1996.

170 décisions ont été rendues par la Commission et se répartissent actuellement comme suit :

- 149 décisions approuvant un ou des programmes;
- 16 décisions refusant un ou des programmes;
- 5 décisions refusant un ou des programmes et proposant des correctifs.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003****RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****44. NOMBRE D'AMENDES DONNÉES PAR LA COMMISSION**

Nombre d'amendes données par la Commission. Ventilation par montant des amendes, types d'infractions, secteurs d'activités des employeurs.

NOMBRE D'AMENDES	VENTILATION MONTANT D'AMENDES	TYPES D'INFRACTION	SECTEURS D'ACTIVITÉ
-----------------------------	--	-------------------------------	--------------------------------

AUCUNE AMENDE N'A ÉTÉ DONNÉE PAR LA COMMISSION.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003****RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****54. LISTE DES ÉTUDES ET ANALYSES SUR LE STATUT POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC**

Liste de toutes les études et analyses faites à ce jour sur le statut politique et économique du Québec.

S/O

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003****RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****55. LISTE DES SOCIÉTÉS (OSBL) CRÉÉES PAR LE MINISTÈRE, DES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES**

La liste de toutes les sociétés (OSBL) créées par le ministère ou par un (des) employé(s) du ministère ou de l'organisme pour les cinq dernières années.

S/O

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003****RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

56. **LISTE DE CLASSEMENT DE TOUS LES DOCUMENTS DISPONIBLES DANS VOTRE MINISTÈRE OU ORGANISME PRESCRIT PAR LA *LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS***

Copie à jour de la liste de classement de tous les documents disponibles dans votre ministère ou (organisme) tel que prescrit par la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (Chapitre A-2.1).

CONFORMÉMENT À LA LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS, LA LISTE DE CLASSEMENT DES MINISTÈRES ET ORGANISMES EST DISPONIBLE QUE PAR CONSULTATION SUR PLACE.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003****RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****57. DÉPENSES EFFECTUÉES EN 2001-2002 PAR LE MINISTÈRE OU ORGANISME**

Dépenses effectuées en 2001-2002 par le ministère et ses organismes dans les technologies de l'information :

- a) téléphonie;**
- b) matériel informatique;**
- c) logiciels;**
- d) programmation;**
- e) formation.**

a) Téléphonie	5 090 \$ (incluant RICIB)
b) Matériel informatique:	3 812 \$ (voir question 27)
c) Logiciels:	2 879 \$ (voir question 27)
d) Programmation:	42 378 \$
e) Formation:	25 339 \$ (voir question 10)